

Lancement au plus tôt de tous les programmes AADL à travers le pays

Page 4

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4695 - Mardi 5 février 2019 - Prix : 10 DA

Barbacha/Béjaïa

Les transporteurs en grève depuis plusieurs jours

Page 24

Régionalisation de l'examen de 5^e année dès 2021

Une décision qui risque de nuire à l'égalité entre les élèves du pays

Page 3

Trump veut-il aussi se retirer d'Irak ?

Par Mohamed Habili

Récemment encore le Sénat a adopté une résolution, toutefois non contraignante, dans laquelle il affirme son opposition aux politiques syrienne, nord-coréenne et irakienne de Donald Trump. Il faut se rappeler que le Sénat est contrôlé par les républicains, à ce titre censés être du même camp que Trump. Avant lui, l'agence de renseignement a exprimé la même opposition à ces mêmes choix de politique étrangère. Voilà qui une fois de plus apporte la preuve que le véritable parti de Trump est celui de ses supporters, qui transcende le clivage traditionnel démocrate-républicain, non pas le parti républicain, qui en 2016 n'en a fait son candidat qu'à son corps défendant. Il vient d'annoncer que cependant il a l'intention de maintenir une base en Irak, alors même qu'on ignorait qu'il entrait dans ses plans de retirer également les troupes de ce pays. Laquelle base servirait non pas à empêcher la résurgence de Daech, mais à surveiller de près l'Iran. Ce qui lui a aussitôt attiré la réplique, plutôt vive d'ailleurs, du président irakien, qui dit ne pas se souvenir avoir jamais reçu une demande américaine en ce sens. Ce n'est pas la première fois que Trump se montre désinvolte avec les Irakiens. Il l'a déjà fait à la toute fin de 2018, en allant rendre visite aux soldats stationnés dans une base en Irak en court-circuitant les autorités du pays, peut-être même sans les avertir d'aucune façon de sa venue, un peu comme s'il était en territoire conquis.

Suite en page 3

Présidentielle

Benyouunès et Sellal dirigeront la campagne de Bouteflika



PH/D. R.



La campagne électorale de Abdelaziz Bouteflika, dont tout le monde attend l'incessante confirmation de candidature, sera dirigée par Amara Benyouunès, président du parti MPA et l'ancien Premier ministre Abdelmalek Sellal, avons-nous appris de source sûre. Lire page 2

Tourisme saharien

La saison se présente sous de bons augures

Page 2

Musée national d'art moderne et contemporain

Les photos des lauréats du World Press Photo exposées à Alger

Page 13

Présidentielle

Benyounès et Sellal dirigeront la campagne de Bouteflika

■ La campagne électorale de Abdelaziz Bouteflika, dont tout le monde attend l'incessante confirmation de candidature, sera dirigée par Amara Benyounès, président du parti MPA et l'ancien Premier ministre Abdelmalek Sellal, avons-nous appris de source sûre.

Par Nazim S.

Ainsi, à quelques variantes près, notamment l'absence de Bouchouareb qui coiffait le volet de la communication dans la campagne électorale précédente, il apparaît nettement que ces choix ont été portés sous le sceau du principe «On ne change pas une équipe qui gagne». Le volet «communication», poumon de toute campagne électorale, désormais confié à Amara Benyounès, sera sans nul doute la véritable locomotive de cette dynamique politique. En effet, de la devise de campagne aux slogans et mots d'ordre en passant par toute la stratégie de présence médiatique, tout part de la communication et tout y revient.

Les deux personnalités politiques de premier plan que sont Sellal et Benyounès, respectivement directeur de campagne et responsable de la communication, ne manqueront pas, comme ils l'ont déjà fait lors des campagnes précédentes, d'agréger autour d'eux une équipe performante pour réussir le déroulement de cette campagne mais surtout pour l'auréoler du résultat escompté au soir du 18 avril prochain, jour du scrutin. Notons que Bouteflika bénéficie déjà du soutien des partis du FLN, RND, MPA et TAJ pris isolément mais aussi regroupés dans l'Alliance réunissant ces mêmes partis. En effet, samedi dernier, dans un communiqué rendu public à l'issue d'une réunion au siège du FLN, ces partis ont réaffirmé que Abdelaziz Bouteflika sera leur candidat en ces termes «le moudjahid Abdelaziz



Ph.D.R.

Bouteflika sera notre candidat pour la présidentielle du 18 avril 2019», en signe de reconnaissance de ses choix éclairés et des acquis importants que l'Algérie a réalisés sous sa direction, et en soutien à son programme ambitieux de réformes et de développement pour une Algérie épanouie, unie, solide et réconciliée.

Dans le même communiqué, les partis de l'Alliance ont affirmé que leur accord sur la candidature de Bouteflika émanait d'une conviction de «concrétiser les objectifs escomptés par l'alliance présidentielle, visant à soutenir le président Bouteflika et accompagner son programme pour poursuivre le processus de réformes et de développement».

Relevant que le peuple algérien «attache un grand espoir de voir la prochaine présidentielle accompagnée de davantage d'acquis dans le cadre de la paix, de la sécurité et de la stabilité», les dirigeants des partis de l'Alliance ont souligné que les citoyens algériens se préparaient à la présidentielle d'avril prochain en étant les témoins du «processus d'édification et de développement conduit avec sagesse et lucidité par le moudjahid vaillant lors de la guerre de Libération, le responsable compétent après le recouvrement de la souveraineté nationale, le fin président de la République, qui a répondu à l'appel du peuple algérien en 1999, par amour à sa patrie et disposition pour aller

jusqu'au bout». En outre, il est à souligner qu'hier, les trois groupes parlementaires, FLN, RND et tiers présidentiel, du Sénat ont appelé le président Bouteflika à se porter candidat.

Leur communiqué, Les trois groupes parlementaires affirment notamment : «Conscients de l'importance de la prochaine échéance électorale dans le processus d'édification et de construction de l'Etat de droit lancé par son Excellence le président de la République depuis son accession au pouvoir en 1999, conscients des enjeux et défis qui se posent à la Nation et fiers des multiples réalisations, des acquis accomplis et des réformes profondes opérées dans la sécurité et la stabilité, les

groupes parlementaires du conseil de la Nation appellent M. Abdelaziz Bouteflika, qui a dirigé l'Algérie avec sagesse et clairvoyance dans un monde instable et exposé à des périls incontournables aux plans sécuritaire, politique, économique et financier, à poursuivre la direction du pays».

Ces groupes parlementaires ont exprimé «leur soutien absolu à sa candidature et ce qu'il pourrait proposer comme mesures complémentaires à son programme dans une démarche d'approfondissement du processus démocratique, de consolidation des réformes économiques et de poursuite de l'action dans le cadre de la justice sociale».

N. S.

Tourisme saharien

La saison se présente sous de bons augures

L'actuelle saison touristique saharienne se présente sous de bons auspices pour les professionnels du secteur, eu égard au nombre considérable de touristes, nationaux et étrangers, ayant séjourné dans le Sud du pays, depuis son lancement en octobre dernier. Dans la wilaya de Tamanrasset, l'activité touristique a été entamée avant même le lancement officiel de la saison saharienne. Selon le directeur du tourisme et de l'artisanat (DTA) de la wilaya de Tamanrasset, Abdelmalek Moulay, Tamanrasset avait déjà accueilli dès la fin septembre et à la mi-janvier, 1 200 touristes étrangers et plus de 7 000 nationaux, dont 2 000 en fin d'année, période connaissant un pic habituel, alors qu'elle a enregistré une forte demande pour la venue d'autres étrangers, et ce, jusqu'au mois d'avril. Le même

responsable impute ce résultat en partie au retour des touristes français suite à la décision récente du Quai d'Orsay consistant à revoir à la baisse l'interdiction de séjour (Travel Warning), du rouge à l'orange, encourageant ainsi ces touristes à renouer, pour certains, où à découvrir, pour d'autres, l'attrait et la beauté singuliers du Sud algérien. Ceci, en sus du recouvrement de la sécurité sur l'ensemble du territoire national, nécessitant toutefois une prudence ayant conduit à circonscrire le périmètre de visites dans la wilaya aux trois sites que sont la boucle de l'Atakor, Tafadast la blanche et Tazrouk Séjours. En dépit de cette délimitation, la wilaya de Tamanrasset enregistre chaque semaine 3 à 4 groupes de touristes étrangers, représentant diverses nationalités euro-

péennes, américaines et asiatiques. Faisant savoir que le secteur touristique a retrouvé une dynamique dès 2011, grâce à un retour important des nationaux, le même responsable indique que s'agissant du réceptif étranger, la courbe est également croissante depuis 2013. Cela s'est traduit par le retour de grands Tours Operators français vers le Sud algérien, une destination particulièrement appréciée par les étrangers, au même titre que les nationaux, et qui représente la carte maîtresse de l'Algérie dans sa quête pour la relance du secteur touristique. Seule contrainte, les prix des billets qui demeurent globalement élevés, déplore-t-il, plaidant pour la solution des vols charters afin de booster davantage la dynamique de la relance du secteur, soutient-il. Le rush à Ghardaïa... Le même satisfécit

quant à une saison particulièrement bonne est, par ailleurs, exprimé par le DTA de Ghardaïa, Khidel El-Mehdi, qui évoque un rush de touristes nationaux et d'étrangers venus des quatre coins de la planète, durant les vacances, majoritairement de fidèles habitués et amoureux de l'Algérie, dont ceux attirés par l'architecture typique de la Vallée du M'zab. Ainsi, sur les 80 000 personnes ayant visité Ghardaïa depuis septembre dernier, plus de 5 000 sont des étrangers, avance-t-il, notant que ces derniers sont de plus en plus convaincus du retour de la stabilité dans le pays et que parmi eux, certains sont revenus après 10 ans d'absence. Les mois à venir se présentent également sous de bons auspices: 200 à 250 demandes de réservation ont été formulées par des étran-

gers jusqu'au mois de mai, en plus de celles qui vont encore parvenir d'ici cette échéance, argumente-t-il. Pour encourager les touristes à venir, les structures d'hébergement en plus des tarifs raisonnables, la wilaya est littéralement prise d'assaut et tous les établissements d'accueil affichent complets, souligne-t-il. Depuis 2013, il y a plus en plus de projets touristiques portés par la jeunesse locale, avançant le nombre de 500 projets lancés ces dernières années. «Nous recevons quotidiennement des jeunes qui s'informent des conditions et procédures d'investissement en tourisme. Nous nous en félicitons et encourageons cette tendance qui va dans le sens de la stratégie des pouvoirs publics de développer ce secteur», indique le DTA.

Louiza Ait Ramdane

Régionalisation de l'examen de 5^e année dès 2021

Une décision qui risque de nuire à l'égalité entre les élèves du pays

■ La régionalisation de l'examen de 5^e année primaire, prévue dès 2021, va créer un déséquilibre entre les établissements éducatifs de chaque région du pays et une inégalité entre les élèves. En effet, en fin d'année, certains seront examinés sur la totalité du programme scolaire et d'autres, qui ne l'auront pas fini, le seront sur la moitié seulement.

Par Thinhinene Khouchi

Tout en appelant à l'annulation de cet examen, le président de l'Association des parents d'élèves a indiqué hier qu'il est un facteur de stress pour les élèves dont l'âge ne dépasse pas les 11 ans et pour leurs parents. Il a affirmé que le ministère de l'Éducation peut se contenter de comptabiliser les moyennes des trois trimestres de la 5^e année, sans avoir recours à l'examen de fin d'année primaire, des policiers et des surveillants etc. «On demandera pour la énième fois d'annuler cet examen de 5^e année primaire, car on peut comptabiliser les moyennes des trois trimestres et éviter de faire subir à nos enfants et leurs parents ce stress», a indiqué Khaled Ahmed, président de l'Association des parents d'élèves. A propos de la régionalisation de cet examen dès 2021, annoncé par la ministre de l'Éducation nationale, tout en approuvant cette décision Khaled Ahmed a estimé qu'elle a été prise pour éviter «la fuite des sujets», car «s'il y a une fuite de sujets à Adrar, on changera le sujet au niveau régional seulement», explique-t-il. Questionné sur le risque que certaines régions ne finissent pas le programme scolaire avant l'examen car les enseignants dispenseront les cours à leur rythme, ce qui ne sera pas dans l'intérêt de l'élève, notre interlocuteur semblait convaincu que les régions qui n'ont pas pu finir leur program-

me avant l'examen de fin d'année primaire pourront le finir après l'examen ! De son côté, contacté par téléphone, Achour Idir, secrétaire général du Conseil des lycées d'Algérie (CLA) a indiqué que cette décision nuira à l'égalité entre les élèves du pays, car ceux qui n'ont pas fini le programme scolaire à temps pour différentes raisons, notamment «absence d'enseignants, suspension des cours à cause des chutes de neige ou les grèves», seront examinés sur seulement la moitié du programme, alors que ceux qui ont fini le programme auront des questions plus difficiles et l'élève aura plus de leçons à apprendre. «Quand on parle d'égalité entre les élèves, avec la régionalisation de l'examen de 5^e année primaire applicable dès 2021, il n'y aura plus d'égalité et chaque région dispensera les cours à son rythme», explique-t-il tout en appelant à l'annulation de cet examen, car les «les élèves du primaire ne sont pas encore prêts à être évalués». Pour rappel, la ministre de l'Éducation avait annoncé que l'examen de 5^e année primaire sera désormais régional à compter de 2021, tout en soulignant qu'il n'y aura pas de changement dans cet examen en 2019. En effet, la ministre de l'Éducation a déclaré que le ministère de tutelle est sur le point d'établir des sujets variés pour les épreuves finales de la 5^e année primaire, prenant en considération les spécificités variables de chaque région du



PH/D. R.

pays. Nouria Benghebrat, lors de son apparition dans une émission de Télévision algérienne, a annoncé que les sujets des examens de la cinquième année primaire seront diversifiés et supervisés par l'Office national algérien des examens et concours (Onec), et ce, à compter de 2021. La déclaration indique que les services spécialisés au ministère de l'Éducation nationale ont déjà entamé la phase d'étude concernant certaines régularisations qui seront introduites aux modalités relatives aux sujets d'examen de cinquième année. Un examen qui, selon des syndicats et des parents d'élèves, n'est pas utile et doit être supprimé, les élèves du primaire n'étant pas prêts à être évalués. Ce qui n'est pas de l'avis de la

première responsable du secteur. La ministre a annoncé qu'il n'y aura pas de suppression concernant cet examen, car «nous avons besoin, à un moment où l'on passe d'un cycle à un autre, d'une évaluation qui puisse être partagée par l'ensemble des élèves». «Notre objectif est de faire de cet examen un dispositif d'évaluation comparatif entre les résultats de l'ensemble des élèves afin de redimensionner ce qu'il y a lieu de faire», a expliqué la ministre, qui a souligné que «nous avons besoin d'une évaluation nationale sur cet examen». Enfin, l'examen de fin de cycle primaire se déroulera le 29 mai 2019.

T. K.

Alors que Lavrov exclut une nouvelle guerre froide entre les deux puissances Le duel nucléaire américano-russe s'aggrave

Les deux camps se renvoyant la balle, le spectre d'une guerre froide plane entre les deux puissances mondiales depuis le retrait américain et russe par la suite du traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI). Plus, Washington veut avoir les mains libres face à la Chine qui ne fait pas partie du traité.

Une menace que pourtant Moscou semble écarter à travers une déclaration de son ministre des Affaires étrangères. Hier, Sergueï Lavrov, cité par l'agence de presse Ria, estime que le retrait de son pays du FNI n'annonce pas le début d'une nouvelle guerre froide. «Je ne pense pas que nous allions vers une guerre froide. Une nouvelle ère a commencé», a assuré, à ce sujet, la ministre russe des Affaires étrangères.

Vladimir Poutine, président russe, appliquant le principe de réciprocité, a annoncé ce same-

di dernier que son pays suspendait sa participation au traité de désarmement nucléaire INF en réponse à la suspension américaine entrée en vigueur le même jour. «Nos partenaires américains ont annoncé qu'ils suspendaient leur participation à l'accord et nous la suspendons à notre tour», a-t-il déclaré au cours d'une rencontre avec ses ministres des Affaires étrangères et de la Défense, Sergueï Lavrov et Sergueï Choïgou. Et d'ajouter que la Russie ne prendra plus l'initiative de négociations sur le désarmement avec les Etats-Unis. «Nous attendrons que nos partenaires (américains) aient suffisamment mûri pour avoir un dialogue d'égal à égal et significatif avec nous sur cet important sujet», a-t-il dit. Suite à quoi, Moscou promet de développer de nouveaux types de missiles de portée intermédiaire. En effet, samedi dernier le Premier ministre russe, Dmitri Medvedev,

avait annoncé sur son compte Twitter que «compte tenu du retrait américain du traité INF et des mesures de réaction annoncées par le président de la Russie, le gouvernement de la Fédération de Russie fournira les moyens et établira de mécanismes nécessaires pour financer le développement des nouvelles armes». Le retrait «unilatéral, non provoqué» des Etats-Unis du traité INF aggrave la situation autour de la sécurité internationale et de la stabilité stratégique, et la partie russe répondrait certainement à ce geste, a-t-il encore souligné.

Auparavant, vendredi dernier les Etats-Unis ont annoncé leur retrait du traité INF conclu par l'URSS et Washington en 1987, pendant la Guerre froide, qui abolit l'usage des missiles terrestres d'une portée de 500 à 5 000 km et qu'ils accusent la Russie de violer. La décision a rapidement été saluée par

l'Otan, qui «appuie pleinement» le choix américain. «Demain (ce samedi), les Etats-Unis vont suspendre leurs obligations dans le cadre du traité INF et enclencher le processus de retrait», qui «sera achevé dans six mois à moins que la Russie ne remplisse ses obligations en détruisant tous ses missiles, lanceurs et équipements qui violent le texte», avait alors annoncé Donald Trump dans un communiqué. De son côté, Mike Pompeo, chef de la diplomatie américaine, avait assuré que Washington était néanmoins «prêt» à continuer de discuter avec la Russie «au sujet du désarmement». Pompeo, en décembre dernier, avait donné à la Russie 60 jours, jusqu'au 2 février dernier, pour démonter ses nouveaux missiles de longue portée.

Ainsi, les deux puissances continuent à entretenir un duel géopolitique qui prend une tournure nucléaire, menaçant de fra-

LA QUESTION DU JOUR

Trump veut-il aussi se retirer d'Irak ?

Suite de la page une

Ce qui du reste est d'une certaine façon le cas. Toujours est-il que tout ce que l'Irak compte de nationalistes, les amis de l'Iran comme ses ennemis, vont après cela se mobiliser davantage pour exiger le départ des soldats américains présents sur leur sol. On peut être sûr qu'ils n'auront de cesse de l'obtenir. Si Trump avait voulu qu'ils soient plus offensifs à ce sujet, il n'aurait pas agi différemment. De là la question qui se pose de savoir si dans les deux cas il n'avait pas calculé son coup, si en d'autres termes il n'avait pas fait exprès de les offenser. En fait, pour savoir ce qu'il en est vraiment à cet égard, il faut se demander si le retrait d'Irak, après celui de Syrie et d'Afghanistan (tous deux certes encore à l'état de projet, mais ce sur quoi cependant il est peu probable qu'il revienne) est ou non dans l'intérêt de sa réélection en 2020. Si on répond par l'affirmative à cette question, alors il faut croire que ce n'est pas par inadvertance qu'il a blessé les sentiments patriotiques des Irakiens, mais qu'au contraire il l'a fait de propos délibéré. Mais comment savoir que le retrait d'Irak est bon ou mauvais pour sa réélection ? Tant qu'il n'aura pas lui-même abordé la question, soit devant la presse soit devant ses supporters, nul moyen de le savoir avec certitude pour tout observateur extérieur. On peut par contre être certain qu'une décision de ce genre provoquera un tollé à Washington. Or tout ce qui a le don de déplaire grandement à l'establishment américain est par cela seul un choix susceptible d'être pris par Trump. Ce dont ne veulent surtout pas ses détracteurs, c'est en général ce que justement attendent de lui ses électeurs. Pour ce qui est du retrait d'Irak, la difficulté à le prédire tient au fait qu'il n'est pas une promesse formelle de la campagne de Trump, contrairement au retrait de Syrie, qui lui était d'ailleurs déjà prévu par son prédécesseur.

M. H.

giler l'architecture de désarmement mise en place depuis la Guerre froide. D'autant plus que le retrait américain de l'INF est bien plus animé du fait que la Chine ne faisant pas partie de ce traité bilatéral russo-américain, dispose sur ce plan d'un avantage stratégique en Asie.

Lynda Naili

Logement : les financements mobilisés

Lancement au plus tôt de tous les programmes AADL à travers le pays

■ Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelwahid Temmar, a affirmé hier, dans la wilaya de Laghouat, que les financements ont été mobilisés pour l'ensemble des programmes de logement AADL à travers le pays.

Par **Fatiha B.**

Après avoir écouté un exposé sur la situation du secteur de l'habitat dans cette wilaya, le

Jusqu'à aujourd'hui Des vents forts sur plusieurs wilayas de l'Est

DES VENTS forts soufflent sur les wilayas de l'Est du pays, depuis hier et jusqu'à ce matin, selon un bulletin météorologique spécial (BMS) émis par les services de l'Office national de météorologie. Il s'agit des wilayas de Béjaïa, Jijel, Skikda, Annaba et El Tarf qui seront balayées par des vents moyens de nord à nord-ouest de 60 km/h à 70 km/h, avec de fortes rafales pouvant atteindre ou dépasser 80 km/h durant la validité du bulletin qui s'étalera jusqu'à hier à 18h00. Ces vents toucheront également les wilayas de Djelfa, M'sila, Batna, Oum El Bouaghi, Khenchela, Tébessa, Biskra et le nord d'El Oued, avec de fortes rafales atteignant ou dépassant 80 km/h durant la validité en cours jusqu'à aujourd'hui à 03h00. Durant cette période, la visibilité sera réduite en raison des soulèvements de sable, précise la même source. **Hani Y.**

Oran Ouverture d'un atelier africain sur la lutte antiacridienne

UN ATELIER régional sur la lutte antiacridienne, regroupant des représentants des pays de l'Ouest et du Nord-Ouest africain s'est ouvert hier à Oran. L'ouverture de cette rencontre s'est déroulée en présence de Filali Rabah, représentant du ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche. Initiée par la Commission de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) de lutte contre le criquet pèlerin dans la région occidentale de l'Afrique (CLC-PRO), basée à Alger, cette rencontre devra élaborer et valider un nouveau plan de formation régional pour la période 2019 - 2022 (PFR IV). Cet atelier enregistre la participation de représentants des pays membres de la CLC-PRO, à savoir l'Algérie, le Burkina-Faso, le Mali, le Maroc, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal, le Tchad et la Tunisie. **R. F.**

ministre a indiqué que «les financements ont été mobilisés pour l'ensemble des programmes d'habitat relevant de l'Agence d'amélioration et du développement du logement (AADL) dans toutes les wilayas, entrant dans le cadre du Programme du président de la République (...), et que des instructions ont été données pour lancer au plus tôt les programmes en retard». M. Temmar a mis l'accent, en outre, sur le lancement des programmes d'habitat de 2019, dans les différentes formules, au cours de la même année et en veillant à la qualité de réalisation, ainsi que sur la concrétisation des programmes d'habitat rural sous forme groupés en les confiant à plusieurs entreprises afin de gagner dans les délais de réalisation. Tout en signalant que la wilaya a réalisé 80% des programmes lui ayant été octroyés, le ministre a annoncé un nouveau programme d'habitat en sa faveur, portant sur 1 500 unités de type promotionnel aidé (LPA), 1 000 unités rurales en plus de cinq groupements scolaires et un financement de 5,3 milliards DA pour l'aménagement des lotissements urbains et ruraux.

Le parc immobilier totalise 34 215 logements de différentes formules, dont 27 577 unités réceptionnées dans cette wilaya qui a bénéficié aussi d'un financement de 5,84 milliards DA pour les travaux d'aménagement. Le ministre de l'Habitat, de



l'Urbanisme et de la Ville a poursuivi sa visite de travail d'une journée dans la wilaya par l'inspection d'un groupement scolaire au pôle des 3 600 logements

publics locatifs à Aflou, avant de présider à Laghouat une cérémonie de remise de titres d'attribution de logements de différentes formules (2 869 unités). Il

devra aussi procéder au lancement de programmes de réalisation de 432 logements promotionnels aidés (LPA) et de 500 logements AADL. **F. B./APS**

Thème d'un congrès international en mars

Les troubles neurologiques à expression comportementale en débat

Les troubles neurologiques à l'expression comportementale seront au centre d'un Congrès international, prévu le 7 mars prochain à Oran, a-t-on appris du président du comité d'organisation de cette manifestation scientifique. Près de 150 spécialistes nationaux et étrangers sont attendus à cette rencontre de deux jours, constituant la 13e édition du Congrès

international de l'Association des neurologues libéraux de l'Ouest (ANLO), a précisé à l'APS Dr Noureddine Bengamra. Plusieurs communications seront animées dans ce cadre, mettant en relief «les nouvelles approches diagnostiques par rapport à l'origine des pathologies apparentées à certaines maladies psychiatriques», a fait savoir Dr Bengamra, égale-

ment président de l'ANLO. «Il est impératif de poser le bon diagnostic pour donner toute son efficacité à la prise en charge thérapeutique des patients», a-t-il souligné, expliquant que «certains troubles neurologiques sont à l'expression comportementale», a-t-il souligné. Les participants aborderont également d'autres thèmes en rapport avec les accidents vasculaires

cérébraux (AVC), les maladies de Parkinson et d'Alzheimer, l'épilepsie et la sclérose en plaques. La nouvelle édition du Congrès de l'ANLO sera aussi marquée par la tenue d'ateliers de formation sur la toxine botulique, substance intervenant dans le traitement de la dystonie (trouble neurologique du mouvement), a-t-on indiqué. **L. B.**

Rencontre

Le développement durable «tributaire de la promotion des droits de l'homme»

Les participants à une journée d'étude sur les objectifs de développement durable du point de vue des droits de l'homme ont unanimement convenu, à Biskra, que le développement durable est tributaire de la promotion des droits de l'homme. A cet égard, Abdellatif Benida, président de la Commission permanente des droits économiques sociaux, culturels et environnementaux, a affirmé que les approches basées sur les droits de l'homme et s'appuyant sur les droits politiques, civils, sociaux et humains, constituent «un socle important sur lequel repose la planification

des politiques publiques pour renforcer le rôle des participants et des différents acteurs dans la réalisation du développement durable». Dans ce contexte, il a indiqué que l'interaction des trois dimensions sociale, économique et environnementale constitue un développement durable, soulignant que la difficile équation à résoudre est de savoir comment aboutir à une économie très rentable tout en préservant l'équilibre entre la société et la justice. De son côté, l'avocat Salaheddine Zidane a estimé que le développement durable et les droits de l'homme sont «deux

faces d'une même pièce», ajoutant que pour élaborer une stratégie en ce sens, il faut obligatoirement améliorer le droit des citoyens à l'éducation, à la santé, tout en luttant contre la pauvreté et la corruption et en mettant en place des programmes économiques prenant en considération les droits des générations futures. Dans ce contexte, la déléguée régionale des droits de l'homme du sud-est, Houda Talha, a affirmé que le développement économique local, touchant directement le citoyen, est un accomplissement du développement durable, soutenant que

des efforts concertés visant à améliorer les performances de toutes les institutions publiques et celles des droits de l'homme sont en mesure d'y contribuer de manière efficace. A noter que cette journée d'étude a été organisée dimanche par le Centre de recherches scientifique et technique sur les régions arides (CRSTRA) de Biskra, au cours de laquelle les correspondants locaux de la région du sud-est du Conseil national des droits de l'homme (CNDH) ont été installés en présence de la présidente de cette instance, Fafa Sid Lakhdar Benzerrouki. **Yanis G.**

Complexe Sider El Hadjar

Reprise des activités le 10 février

■ Le complexe sidérurgique Sider El Hadjar de Annaba, à l'arrêt depuis plus d'une semaine, reprendra ses activités le 10 février en cours, a révélé lundi son président-directeur général, Chamseddine Maâtallah.

Par Salem K.

«Le complexe Sider El Hadjar reprendra ses activités dès que les opérations de montage et d'assèchement des équipements et des installations seront finalisées», a indiqué ce même responsable, en marge de la visite d'inspection du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales, Noureddine Bedoui, lors d'un exposé relatif aux dommages occasionnés par les inondations qui ont affecté ce complexe les 24 et 25 janvier derniers.

A l'occasion de sa visite au complexe, M. Bedoui qui était accompagné par les ministres des Travaux publics et des Transports, Abdelghani Zaalane et des Ressources en eau, Hocine Necib, a inspecté la salle de pompage et de refroidissement ainsi que le haut fourneau n° 2, touchés par l'inondation. Pour rappel, le complexe sidérur-



PHOTO R.

gique Sider El Hadjar a été affecté les 24 et 25 janvier dernier par des inondations dues aux fortes précipitations qui se sont abattues sur la région d'Annaba, provoquant la crue de Oued Larabaâ, affluent de l'oued Seybouse, lequel s'est déversé plus lentement dans la mer.

Eu égard aux dégâts occasionnés par les inondations, la wilaya de Annaba, dont le complexe Sider El Hadjar, a bénéficié

du soutien des wilayas limitrophes par l'envoi d'équipements destinés notamment à pomper l'eau.

Noureddine Bedoui :
Le président de la République accorde une «grande importance» au complexe Sider El Hadjar

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui, a affirmé lundi à Annaba que le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, accorde une «grande importance» au complexe sidérurgique Sider El Hadjar d'Annaba. Le ministre, qui a visité ce complexe, affecté par les inondations de l'oued Seybouse les 24 et 25 janvier dernier, en

compagnie des ministres des Travaux publics et des Transports, Abdelghani Zaalane et des Ressources en eau, Hocine Necib, a précisé que «cette importance se traduit clairement à travers toutes les décisions prises par le président de la République pour préserver ce fleuron industriel algérien». «Nous considérons El Hadjar comme le cœur battant de l'industrie nationale», a-t-il souligné, ajoutant que «tout ce qui a été alloué par les autorités publiques à ce complexe en est la preuve tangible». S'exprimant devant les travailleurs d'El Hadjar, M. Bedoui a assuré que «l'accompagnement de l'Etat se poursuivra eu égard aux conditions actuelles du complexe, à l'arrêt depuis plusieurs jours, et ce, jusqu'à la reprise des activités». Et d'ajouter : «Nous sommes à vos côtés pour relever ce défi», saluant «l'intervention rapide et responsable des travailleurs, des cadres et des dirigeants du complexe Sider El Hadjar lors des inondations, qui a permis de sauvegarder ses équipements». Selon M. Bedoui, «le rendement du complexe a été plus que positif en 2018», relevant que «la volonté et la détermination collectives permettant de relever tous les défis au service de l'industrie algérienne pour faire d'El Hadjar le fer de lance de l'industrie en Algérie». A cette occasion, les travailleurs d'El Hadjar ont offert un cadeau au président de la République, «en guise de reconnaissance pour ses efforts au service du pays et du peuple». A noter, par ailleurs, que ce complexe sidérurgique qui emploie 4 600 personnes a produit plus de 700 000 tonnes de produits ferreux au cours de l'exercice 2018.

S. K./APS

Pétrole

Le Brent à plus de 63 dollars lundi à Londres

Les prix du pétrole montaient lundi en cours d'échanges européens à leur plus haut niveau de l'année, poussés par la crise au Venezuela qui affecte l'offre de ce gros producteur. Dans la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril valait 63,07 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 32 cents par rapport à la clôture de vendredi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat de mars gagnait 2 cents à 55,28 dollars. Dans la matinée, le Brent a grimpé à 63,63 dollars et le WTI à 55,75 dollars, à leur plus haut niveau depuis environ deux mois. «Les prix avaient bondi vendredi car les investis-

seurs parient sur une baisse de l'offre disponible», a commenté David Cheetham, analyste chez XTB Market. Les pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole ont produit en deçà de leurs objectifs de production en janvier, «car l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis et le Koweït ont réduit leurs extractions de 610 000 barils par jour», a commenté M. Cheetham, citant des données de presse non officielles. A ces efforts volontaires de l'Opep s'ajoute la déroute de l'industrie pétrolière d'un de ses membres, le Venezuela. Plusieurs pays européens, dont la France, ont reconnu lundi l'opposant Juan Gaido comme «président en charge» du Venezuela, ce que les Etats-Unis avaient déjà fait, avant de sanctionner l'entre-

prise nationale pétrolière PDVSA. «Il y a des signes que les sanctions américaines ont fortement affecté le débit en provenance du Venezuela», ont noté les analystes de JBC Energy, qui soulignent que l'analyse d'images satellite montre que les ports vénézuéliens tournent au ralenti. Par ailleurs, «une partie du soutien aux prix vient de l'optimisme sur les négociations en cours entre les Etats-Unis et la Chine», a estimé Carlo Alberto de Casa, analyste chez ActivTrades. «Il semble que nous soyons en bonne voie pour conclure un accord avec la Chine», a affirmé le président américain Donald Trump dans un entretien diffusé dimanche par la chaîne CBS.

Hayet F.

Chine

Rapide développement de l'énergie propre en 2018

La Chine a accéléré le développement de l'énergie propre l'année dernière, avec une capacité installée d'énergie supérieure à 700 millions de kilowatts, a annoncé l'Administration nationale de l'énergie. La Chine continuera de stimuler la croissance de l'industrie pétrolière et gazière cette année, d'intensifier ses efforts dans l'exploration du pétrole et du gaz et leur développement, et de construire plus d'oléoducs et d'installations de stockage de gaz, selon l'administration. La Chine a adopté toute une série de mesures pour encourager le développement de l'énergie propre, dont la construction d'énormes fermes solaires et éoliennes, pour que l'éner-

gie non fossile représente 20% de ses besoins énergétiques d'ici à 2030. Pour atteindre cet objectif, la Chine investit massivement dans les énergies renouvelables, tout en s'engageant à investir, d'ici à 2020, 2 500 milliards de yuans (environ 373 milliards de dollars) dans la production d'énergie renouvelable, à savoir les énergies éolienne, hydraulique, et nucléaire.

Hausse de la consommation de gaz naturel

La consommation de gaz naturel de la Chine a fortement augmenté en 2018 dans le cadre des efforts du pays pour lutter contre

la pollution de l'environnement. La consommation de gaz naturel a bondi de 18,1% pour atteindre 280,3 milliards de mètres cubes en 2018, selon la Commission nationale du développement et de la réforme. La croissance s'est accélérée au regard des 15,3% enregistrés en 2017. La Chine encourage l'utilisation efficace et à grande échelle du gaz naturel dans les secteurs des combustibles industriels, les centrales électriques au gaz et les transports. Le pays vise à ce que la consommation de gaz naturel représente environ 10% du bouquet énergétique du pays d'ici 2020, et 15% d'ici à 2030.

O. N.

Soudan du Sud/En échange de la construction de routes

Le gouvernement versera 10 000 barils de pétrole par jour à la Chine

LE CONSEIL des ministres du Soudan du Sud a approuvé l'allocation de 10 000 barils de brut par jour à la banque chinoise Exim qui sera utilisé pour le développement d'infrastructures routières, comme convenu avec la Chine, a affirmé la vice-ministre de l'Information, Lily Albino Akol Akol.

L'information survient surtout après la dernière visite du président Salva Kiir en Chine, au mois d'août 2018. Au terme de cette rencontre, les dirigeants chinois et sud-soudanais s'étaient accordés sur le principe de la construction de routes dans le pays africain, en échange de barils de brut. Si le baril sud-soudanais de brut coûte actuellement 61 dollars sur le marché international, les autorités n'ont pas précisé combien de temps durera cet accord.

K. L.

Tizi-Ouzou

Plusieurs routes bloquées par la neige, déneigement en cours

■ La neige qui a commencé à tomber sur les hauteurs de plus de 800 mètres dans la wilaya de Tizi-Ouzou, depuis samedi, a bloqué l'accès vers certaines localités où des opérations de déneigement sont en cours pour éviter l'enclavement des villages, a-t-on appris auprès du commandement local de la Gendarmerie nationale.

Par Ahmed C.

Selon une situation communiquée par ce corps constitué, les routes coupées à la circulation suite à l'accumulation de la neige sont notamment celles reliant Tizi-Ouzou aux wilayas de Béjaïa et de Bouira.

Il s'agit de la RN 33 fermée à hauteur du plateau d'Asouel, dans la commune d'Ait

Boumahdi, sur une longueur de 6 kilomètres, de la RN 15 à hauteur du col de Tirourda sur un linéaire de 8 kilomètres, de la RN 30 à hauteur de la commune d'Iboudrarène jusqu'à Tizi n'koulal, sur 15 km.

La même situation fait également état de la fermeture, par la neige, du chemin de wilaya 253 qui relie Tizi-Ouzou à Béjaïa et qui est bloqué à hauteur du col de Chellata sur 5 km. Ce même

axe routier est aussi fermé à partir d'Iferhounene vers Illiten sur 14 km, et vers Abi Youcef sur 3 km. Le chemin de wilaya n° 9 reliant Tizi-Ouzou à Béjaïa est fermé à hauteur d'Illoula Oumalou sur 7 km, a-t-on indiqué de même source.

En outre un chemin communal reliant la commune d'Iferhounene vers celle d'Imsohal est coupé à la circulation sur une distance de 12 km



suite à l'accumulation de la neige. L'opération de déneigement qui a mobilisé l'ensemble des services de la wilaya, des corps constitués, des moyens

des communes et de citoyens a été lancée et se poursuit pour dégager les accès et rétablir la circulation, a-t-on précisé.

A. C./APS

Boumerdès

160 projets d'investissement attribués dans la zone industrielle de Larbaâatche

Prés de 160 projets d'investissement, dans divers domaines, ont été attribués dans la zone industrielle de Larbaâatche, à l'ouest de la wilaya de Boumerdès, a-t-on appris du wali. Intervenant à une réunion du conseil exécutif de la wilaya, consacrée à l'examen de la situation du développement et de l'investissement à l'échelle locale, en présence d'investisseurs et d'opérateurs économiques de la wilaya, le wali Mohamed Selmani, a également fait part d'une dizaine d'autres projets, actuellement en examen, en attente d'être agréés à l'implantation au niveau de cette même zone industrielle.

Selon le directeur de l'industrie et des mines, Nadjib Achouri, 142 parmi les projets attribués aux investisseurs, à ce jour, «ont bénéficié d'actes de concession, au moment où 19 autres ont obtenu des permis de construire sur les 41 ayant fait l'objet d'études».

Le responsable a signalé, au titre des efforts de facilitation de la concrétisation de ces projets attribués, une accélération en cours des travaux d'aménagement (esti-

més à 25%) de cette zone industrielle, prise en charge par l'Agence nationale d'intermédiation et de régulation foncière (Aniref), «dans l'objectif de sa livraison avant la fin de l'année en cours». A noter que le projet de réalisation de cette zone industrielle de Larbaâatche, s'étendant sur une superficie de 163 ha, s'inscrit au titre d'un programme national portant création de 39 zones d'activités similaires, à l'échelle nationale. Plus de 3 000 dossiers d'investissement sont, actuellement, en attente d'un agrément pour bénéficier d'une assiette d'implantation dans la wilaya de Boumerdès, est-il, par ailleurs, signalé de même source.

Selon le chef de l'exécutif de la wilaya, «une action d'assainissement du foncier déjà attribué aux investisseurs, à travers la wilaya, est actuellement en cours», en vue de «répondre à la demande croissante exprimée en la matière». Il a déclaré que des démarches seront entamées en vue de la «création de zones d'investissement au niveau de toute la wilaya», suivant, a-t-il dit, une stra-

tégie visant la «valorisation des capacités propres à chaque région», a-t-il souligné. Près de 660 demandes d'investissement, à Boumerdès, ont été examinées, entre 2015 et 2016, par la Commission locale d'étude et de financement (CLEF), qui en a agréé 125, pour leur implantation au niveau d'un foncier global de plus de 67 ha. La même commission a, aussi, rejeté 148 demandes d'investissement pour divers motifs, liés notamment au manque de foncier ou son incompatibilité avec l'activité désirée, au moment où l'examen de 144 autres dossiers a été reporté pour complément d'enquête sur le foncier d'implantation visé.

Avant 2015, la CLEF a examiné 157 autres dossiers d'investissement qui ont tous été agréés à l'implantation au niveau d'un foncier, à Boumerdès, par l'ex-Comité d'assistance à la localisation et à la promotion des investissements et de la régulation du foncier (Calpiref) (actuellement dissous).

O. N.

Pompier disparu à Bouira

Déploiement de 200 éléments de la Protection civile en renfort

Quelque 200 nouveaux éléments de la Protection civile ont été déployés dimanche à Bouira pour renforcer les équipes engagées sur le terrain en vue de retrouver le corps de leur collègue Mohamed Achour emporté depuis une semaine par les eaux pluviales à la cité des 250 logements de la ville, a-t-on indiqué dimanche à la Direction générale de ce corps constitué (DGPC).

«Les recherches se poursuivent toujours avec un autre plan de ratissage et un renfort de 200 éléments venus des directions de Médéa, Blida, Djelfa et Sétif, a été déployé pour soutenir les équipes sur le terrain», a expliqué à l'APS le chargé de la communication à la DGPC, le capitaine Nassim Bernaoui.

Les conditions météorologiques et la remontée des eaux pluviales sur le principal réseau d'assainissement de la ville et sur l'Oued D'houss rendent très difficile les recherches lancées depuis plus d'une semaine par les agents de la protection civile. «D'importantes quantités de pluies se sont abattues depuis deux jours, ce qui a compliqué un peu la tâche. Mais nous

sommes déterminés à poursuivre nos recherches», a souligné le capitaine Bernaoui.

Le dispositif de la protection civile déployé sur les lieux de recherches dépasse les 900 éléments, tous grades confondus, répartis sur quatre différents points d'intervention. «Des équipes ont été redéployées pour reconduire l'opération de ratissage du réseau d'assainissement et de ceux le long d'Oued D'houss, tandis que d'autres éléments soutenus par des plongeurs et des unités cynotechniques travaillent au niveau du barrage de Tilesdit», a précisé le même officier.

«Des unités appuyées aussi par des plongeurs effectuent des

recherches au-delà du barrage de Tilesdit. Elles sont placées au niveau d'Oued Sahel à Ighrem (commune d'Ahnif) afin de rechercher le corps de la victime Mohamed Achour», a-t-il dit.

Le corps reste introuvable

Les unités de la Protection civile participant aux opérations de recherche n'arrivent toujours pas à retrouver le corps du pompier disparu après avoir été emporté par les fortes eaux pluviales, alors qu'il procédait en compagnie de ses collègues au curage des avaloirs et regards à la cité des 250 logements de la ville de Bouira.

«Nous avons effectué plusieurs ratissage sur le principal réseau de la ville ainsi que sur le long d'Oued D'houss, mais en vain. Nous sommes en train de renforcer notre dispositif dans l'espoir de retrouver le corps de notre collègue Mohamed Achour», a indiqué l'officier Bernaoui.

Malgré la fatigue et le froid glacial, les agents de la protection civile travaillent d'arrache-pied et sans relâche pour retrouver et repêcher le corps de la victime. Depuis le début des recherches, une dizaine d'éléments de la Protection civile, des plongeurs notamment, ont été blessés et évacués à l'établissement public hospitalier

Mohamed Boudiaf de Bouira.

Par ailleurs, plusieurs citoyens de la wilaya de Bouira soutiennent les agents de la protection civile dans leurs recherches sur le terrain en leur apportant de l'aide nécessaire, notamment en moyens matériels, nourriture et vêtements.

Quant aux services de la Gendarmerie nationale, et ceux de la sûreté de wilaya, veillent à assurer les bonnes conditions sécuritaires aux équipes intervenantes qui poursuivent leurs recherches sous le contrôle et le suivi quotidien du directeur général de la protection civile, le colonel Boualem Bouhella, et du wali de Bouira Mustapha Limani.

A. R.

Oran

Le défunt photographe Karim Benhalima inhumé au cimetière de Ain El-Beida

Le défunt photographe de presse Karim Benhalima, disparu en mer le 20 janvier dernier et dont le corps a été repêché samedi soir, a été inhumé dimanche au cimetière d'Ain El-Beida d'Oran. Une foule nombreuse, composée des autorités locales, de journalistes ainsi que de proches et amis du défunt, a assisté aux obsèques du photographe du «Quotidien d'Oran», âgé de 38

ans, dans une ambiance empreinte de tristesse. Après 13 jours d'attente insoutenable pour ses proches, le corps de Karim Benhalima, victime d'une chute d'un rocher, le soir du 20 janvier dernier près de Mers-El-Kebir a été repêché, samedi soir, au large de la plage de Canastel par les éléments de la Protection civile. Aussitôt l'alerte donnée par des amis de la victime, d'importants moyens

de recherche et de sauvetage ont été mis en place par les services de la protection civile, soutenus par des unités navales de la 2ème région militaire et un dispositif aérien.

Le défunt photographe n'a pu être retrouvé que 13 jours après sa disparition, en raison des conditions climatiques difficiles et d'une mer extrêmement agitée.

O. B.

Fonction publique en Tunisie

«Il n'existe aucune nouvelle proposition à propos de l'augmentation des salaires»

■ Le secrétaire général adjoint de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) Monem Amiran a affirmé qu'«il n'existe aucune nouvelle proposition à propos de l'augmentation des salaires dans la Fonction publique».



Par Farid M.

Il a, dans ce contexte, relevé l'arrêt depuis dix jours des négociations entre le gouvernement et l'UGTT à propos de cette question.

«Le gouvernement n'a présenté aucune nouvelle suggestion à ce propos», a affirmé Monem Amira dans une déclaration à la presse, exprimant son vœu de parvenir à un accord avant la date de la grève générale prévue dans le secteur public et la Fonction publique les 20 et 21 du mois en cours.

Il a, dans ce sens, mentionné que la partie syndicale œuvre en vue de permettre aux agents de la Fonction publique de bénéficier

d'une «remarquable» augmentation pour améliorer leur pouvoir d'achat, ajoutant que le secrétaire général de l'UGTT Noureddine Taboubi poursuit les réunions avec le Chef du gouvernement pour préparer la tenue de séances de pourparlers.

Grève des agents de la TransTu aujourd'hui

Les agents de la TransTu comptent entrer en grève, aujourd'hui 5 février dans le Grand-Tunis. Une réunion de négociation devait se tenir hier au siège du ministère des Transports, entre les membres de l'administration et les syndicalistes.

Cette réunion devait se concentrer sur la régularisation de la situation administrative et financière des agents de la TransTu.

Mohsen Marzouk : il est temps d'attribuer aux régions la responsabilité de la gestion de leurs propres ressources

Le secrétaire général du mouvement «Machrou Tounes», Mohsen Marzouk, a souligné, dimanche à Tozeur, qu'il est temps d'attribuer aux régions la responsabilité de la gestion de leurs propres ressources et de leur permettre d'élaborer des programmes et plans de développement.

Cette approche s'inscrit dans le cadre des orientations du parti qui prône le slogan «les régions, la solution de la période actuelle», a-t-il dit, dans une déclaration aux médias en marge d'un meeting regroupant les structures du parti dans les gouvernorats de Tozeur, Gafsa et Kébili, estimant que la Tunisie a tardé dans la mise en œuvre de cette approche du pouvoir local, inscrite dans la nouvelle Constitution tunisienne.

Il a appelé à réactiver un ensemble de programmes favorisant la création d'un dynamisme de développement régional, dont la distribution de lots agricoles, la simplification des procédures de financement et la création de la banque des régions.

Le secrétaire général du mouvement «Machrou Tounes» a souligné la nécessité de permettre aux régions d'avoir une autonomie de décision, citant, à titre d'exemple, la précarité de la situation de développement dans le sud-ouest du pays malgré ses richesses inestimables.

Il a expliqué la crise de confiance entre les Tunisiens et les partis par l'échec des partis politiques à résoudre des dossiers qui concernent de près la vie des citoyens, évoquant les efforts déployés par son parti afin de rétablir cette confiance, en œuvrant à demeurer à l'écoute des principales questions qui préoccupent les Tunisiens.

Il a fait savoir que son parti a entamé les préparatifs en prévision des prochaines élections législatives de 2019 à travers l'élaboration d'un programme électoral axé sur plusieurs questions relatives notamment aux régions, au développement de

l'agriculture et à la résolution du problème foncier des terres agricoles.

Ecole coranique à Regueb : les menaces de Seifedine Makhlouf au procureur de la République

Hamza Belloumi a présenté lors de son émission «Les 4 Vérités», diffusée sur la chaîne Elhiwar Ettounsi dans la soirée du jeudi 31 janvier 2019, un reportage sur les pratiques d'une école coranique à Regueb, gouvernorat de Sidi Bouzid.

Les autorités se sont dépêchées sur les lieux pour arrêter les enseignants et pour prendre en charge les enfants.

Suite à cela, plusieurs rumeurs se sont propagées sur les réseaux sociaux pour démentir les évolutions dans cette affaire. Sur les ondes de Shems Fm, le journaliste H. Belloumi a rapporté les menaces de l'avocat, Seifedine Makhlouf, qui a menacé le procureur de la République chargé de l'affaire de l'école coranique de venir de Sidi Bouzid à Tunis pour qu'on leur règle leur compte.

F. M.

Mauritanie

L'insécurité dans les écoles de Nouakchott

Un climat d'insécurité règne dans la plupart des établissements scolaires de notre capitale. Les responsables scolaires et ceux des parents d'élèves, conscients du danger, n'ont cessé de tirer la sonnette d'alarme, pour mettre les autorités devant leur responsabilité.

Las ! Celles-ci ont toujours fait la sourde oreille, malgré la quasi-généralisation du phénomène. Rares sont les établissements scolaires où la drogue et autres stupéfiants ne sont pas distribués. Si la matière blanche n'est pas vendue, de main à main, entre les élèves, elle l'est sous le couvert de vendeurs et vendeuses à l'étal. Entre les années 2005 et 2008, on a même constaté que les filières de drogues opéraient des distributions gratuites, en plusieurs écoles de la ville, provoquant une augmentation sensible du nombre de toxicomanes en milieu scolaire.

Aujourd'hui, les bagarres entre jeunes voyous sont quotidiennes, dans les lycées et collèges d'Arafat, Toujounine, El Mina, Sebkhah, Teyaret et Riyad. L'administration des écoles n'en peut plus. Les malfaiteurs viennent se mélanger aux élèves, pendant la récréation, pour voler les filles et les garçons les plus faibles.

Chaque jour, des téléphones et portemonnaie sont dérobés. Il y a quelques mois, le collège Riyad 1 a connu une violente bagarre qui provoqua l'arrêt des cours et la fuite du chef de l'établissement, ainsi que de la plupart des enseignants. Une bande de jeunes récidivistes avait

opéré une descente pour régler des comptes avec des voyous, élèves en cet établissement.

Un drame aurait certainement eu lieu, n'eût été le courage d'Ahmedou Tabeid, directeur des études. Lorsque son patron et sa suite prirent la poudre d'escampette, il encouragea deux surveillants à rester avec lui pour y faire face, d'autant plus dangereuse situation qu'alertées, les autorités départementales avaient exprimé leur incapacité de venir au secours des élèves attaqués par une horde de délinquants armés de machettes et poignards... Le vaillant directeur des études et ses deux compagnons s'armèrent de gourdins et firent face aux assaillants, leur faisant croire que la police était en route pour les mater. Subjugués par ce courage, beaucoup d'élèves se décidèrent à rejoindre le front des trois héros, provoquant aussitôt la fuite des bandits. Notre bonhomme s'employa alors à ramener tous les élèves dans les classes, avant de contacter les professeurs pour leur demander de revenir à leur poste.

Le directeur, lui, n'y consentit que le lendemain. Une semaine plus tard, le hakem de Riyad convoqua tous les chefs d'établissement d'enseignement, pour leur demander de ne plus lui soumettre aucun problème d'insécurité. «Débrouillez-vous, leur dit-il, l'Etat ne peut pas sécuriser toutes les écoles».

Certains établissements sont obligés de recruter des agents de sécurité, sur les comptes particuliers des directeurs. Au collège arabe, par exemple, la plupart des

garçons sont des délinquants. La directrice, une femme, a dû recruter un surveillant retraité, à ses propres frais, pour pouvoir «tenir» ces djinks.

Au collège d'El Mina 4, c'est également sur sa propre poche que le directeur a engagé deux hommes de sécurité du quartier. Depuis, son établissement vit en paix. Aucune bagarre n'y a lieu. Aucun braquage ni vol n'y sont plus signalés. Les deux «anges gardiens» accompagnent leur patron à la descente, jusqu'au goudron, car la route n'est point sûre.

Les fameuses écoles privées El Islah du Carrefour ont connu pas mal de braquages, agressions, vols et bagarres, les années passées. Mais, tout dernièrement, ce fléau s'est notablement atténué car le directeur a engagé un service de sécurité dont Bakar, le fameux «homme au goudron», qui prend aussitôt à partie et moleste tout visiteur suspect. Des complices se manifestent-ils ? Les autres agents de sécurité, tous anciens policiers ou gendarmes, accourent pour les arrêter et les conduire à la police.

A l'école-pilote d'Arafat, des enfants non scolarisés rôdent, en permanence, autour de l'établissement, guettant la moindre occasion de déléster les petits élèves, surtout les filles, des biscuits et gâteaux que ceux-ci tiennent dans leur sac, pour se sustenter à la récréation.

C'est souvent à ce moment que les garnements sautent le mur, pour pénétrer dans la cour, s'emparer du contenu de quelques sacs et asséner quelques coups à ceux ou celles qui s'aventurent à jouer

les héros, avant de repasser le mur et disparaître. Un de ces voyous, auteur de nombreuses agressions, s'est fait piéger et arrêté par le directeur de l'école.

Des vendeuses à l'étal installées à l'entrée de l'école sont alors intervenues, criant à l'innocence du gamin, «bien connu de tout le quartier». Et d'accuser le directeur de racisme.

Celui-ci relâcha son prisonnier, tout en menaçant de le remettre à la police s'il récidivait. Ce dont il ne s'est d'ailleurs d'autant moins gêné, soutiennent des parents d'élèves, que sa maman est toujours là pour le défendre.

Pire encore, des viols et des meurtres ont été commis au sein même d'établissements scolaires. Celui perpétré au collège Dar Naïm 2 est encore dans les mémoires. Il y a quelques années, de jeunes criminels y étaient venus assassiner, à coups de couteau, un jeune élève devant l'établissement, au vu et au su de tous. Il y a deux mois, un malfaiteur étranger tenta de braquer la directrice, tunisienne, d'une école privée à Tevergh Zeina. Informé par son compatriote et complice, alors gardien de l'école, que la responsable était allée tirer une grande somme d'argent, à la banque, le bandit se posta, armé de machette, pour la braquer dès son retour. C'était sans compter sur la bravoure de Sid'Ahmed, le surveillant. Celui-ci se battit avec lui, fut blessé mais réussit, tout de même, à neutraliser l'assaillant bientôt coffré par la police avec son complice.

Mossy L.



Venezuela

Guaido reconnu comme président par une dizaine de pays européens

■ Madrid, Londres, Paris, Berlin et plusieurs autres capitales européennes ont reconnu hier l'opposant Juan Guaido comme président par intérim du Venezuela après le refus de Nicolas Maduro de céder à un ultimatum en convoquant une élection présidentielle.

Par Rima C.

La Russie, l'un des principaux alliés de M. Maduro, a aussitôt dénoncé ces reconnaissances. « Nous percevons les tentatives de légitimer l'usurpation du pouvoir comme une ingérence directe et indirecte dans les affaires internes du Venezuela », a déclaré le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov. Washington, qui avait reconnu M. Guaido dès le jour de son auto-proclamation comme président, a de son côté réaffirmé que le recours à l'armée américaine était « une option » envisagée face à la crise. Hier matin, l'Espagne, où résident 167 000

Vénézuéliens, a été la première à tirer les conclusions du refus de Maduro de céder à l'ultimatum lancé le 26 janvier. « Le gouvernement espagnol annonce reconnaître officiellement le président de l'Assemblée du Venezuela, M. Guaido, comme président en charge du Venezuela », a déclaré le chef du gouvernement Pedro Sanchez, en appelant M. Guaido à convoquer « dans le plus bref délai possible » des élections présidentielles, « libres et démocratiques ». Une reconnaissance immédiatement suivie par celles du Royaume-Uni, de la France, de l'Allemagne, des Pays-Bas et du Portugal, qui avaient également lancé cet ultimatum. La

Suède, le Danemark et la Lituanie ont également annoncé hier reconnaître la légitimité de Juan Guaido, ainsi que l'Autriche, parce que « le régime Maduro a jusqu'ici refusé d'accepter une élection présidentielle libre et juste », a justifié le chancelier Sebastian Kurz. L'Union européenne restait cependant divisée, des pays comme l'Italie ou la Grèce adoptant une position attentiste. Les prix du pétrole montaient hier en cours d'échanges européens à leur plus haut niveau de l'année, poussés par la crise au Venezuela, pays aux immenses réserves d'or noir dont la production ne cesse de chuter. Le président social-démocrate de l'assemblée nationale, contrôlée par l'opposition, s'était auto-proclamé président par intérim le 23 janvier, en invoquant la constitution. Il considère Nicolas Maduro comme un usurpateur pour s'être fait réélire lors d'une élection contestée par une grande partie de la communauté internationale, avec ses adversaires en prison ou en exil. Nicolas Maduro avait rejeté l'ultimatum des Européens dans un entretien avec la chaîne de télévision espagnole La Sexta diffusé dimanche soir. « Je ne vais pas lâchement me laisser torde le bras », avait-il déclaré dans cet entretien réalisé la semaine dernière. Au côté des États-Unis, le Canada et une douzaine de pays d'Amérique latine appartenant au groupe de Lima, dont la Colombie et le Brésil frontaliers du Venezuela, ont déjà reconnu M. Guaido. Ottawa devait d'ailleurs accueillir hier une réunion de crise des ministres des affaires étrangères du Groupe de Lima, à laquelle le secrétaire d'État américain Mike Pompeo doit participer par vidéo-



PH. A. D. R.

conférence. Soutenu par la Russie, la Chine, Cuba, la Corée du Nord et la Turquie, M. Maduro, 56 ans, accuse les États-Unis d'orchestrer un coup d'État. L'héritier d'Hugo Chavez a rassemblé samedi des milliers de ses partisans à Caracas, exhortant l'armée, pilier de son régime, à resserrer les rangs. Juan Guaido offre de son côté une amnistie aux militaires s'ils le rejoignent. Jusqu'ici sans succès. Lors de son premier discours en public depuis six mois, Nicolas Maduro a relancé l'idée de législatives anticipées dans le courant de l'année, pour remplacer un Parlement dépourvu de l'essentiel de ses prérogatives au profit d'une Assemblée constituante qui lui est acquise. Le même jour, dans un rassemblement d'opposants, M. Guaido a annoncé l'arrivée dans les prochains jours d'une aide humanitaire dans des centres de collecte qui doivent être installés de l'autre côté de la frontière, en Colombie et au Brésil, et sur une « île des Caraïbes ». Les habitants du Venezuela, pays pétrolier et

autrefois le plus riche d'Amérique latine, sont confrontés à de graves pénuries de vivres et de médicaments, ainsi qu'à une inflation galopante. Depuis 2015, quelque 2,3 millions d'entre eux ont choisi de s'exiler, sur une population totale de 31 millions d'habitants. Les États-Unis ont fait savoir qu'à la demande du chef de l'opposition, ils prépareraient déjà et « transportaient de l'aide humanitaire » destinée au Venezuela. Juan Guaido a demandé à l'armée de laisser passer cette aide, dont Nicolas Maduro affirme qu'elle ouvrirait la porte à une intervention militaire américaine. Le chef du gouvernement espagnol Pedro Sanchez a annoncé lui l'intention de promouvoir au sein de l'UE et dans le cadre des Nations unies « un plan d'aide internationale pour pallier de façon urgente la grave crise humanitaire que traverse le Venezuela ». M. Guaido a prêté un mois de février « déterminant » et a appelé ses partisans à une nouvelle manifestation le 12 février.

R. C.



Points chauds

Conspiration

Par Fouzia Mahmoudi

Il y a quelques semaines, Emmanuel Macron avait assuré qu'il arrêterait de lancer ses petites phrases assassines qui lui ont fait tant de mal auprès de l'opinion publique. Pourtant, cela semble être plus fort que lui et alors que la mobilisation des « gilets jaunes » ne faiblit pas, le président français estime que l'« boxeur accusé d'avoir agressé deux gendarmes il y a un mois a été « briefé par un avocat d'extrême gauche ». Christophe Dettinger, conseillé par un « avocat d'extrême gauche ? ». C'est la théorie développée par Emmanuel Macron lors d'un entretien donné à plusieurs médias jeudi, dont « Le Point », qui en restitue la teneur. Si sa phrase sur « Jojo le gilet jaune » a focalisé l'attention, le président de la République a également analysé plus largement le mouvement. « Dans l'affaire Benalla comme gilets jaunes, la fachosphère, la gauchosphère, la russosphère représentent 90 % des mouvements sur Internet. Ce mouvement est fabriqué par des groupes qui manipulent et, deux jours après, ça devient un sujet dans la presse quotidienne nationale et dans les hebdomadaires », lance ainsi Emmanuel Macron. Et le président de prendre l'exemple de Christophe Dettinger, l'homme soupçonné d'avoir boxé deux gendarmes à Paris durant l'acte 8, pour illustrer son propos : « Le boxeur, la vidéo qu'il fait avant de se rendre, il a été briefé par un avocat d'extrême gauche. Ça se voit ! Le type, il n'a pas les mots d'un Gitan. Il n'a pas les mots d'un boxeur gitane », déclare Emmanuel Macron, non sans préjugé. Dans la vidéo en question, l'ancien boxeur surnommé le « gitan de Massy », expliquait, pour se justifier d'avoir « affronté les CRS » : « J'ai vu la répression qu'il y a eue, j'ai vu la police nous gazer. J'ai vu la police faire mal à des gens avec des Flash-Ball. J'ai vu des gens blessés, j'ai vu plein de trucs. Moi je suis un citoyen normal, je travaille, j'arrive à finir mes fins de mois, mais c'est compliqué. [...] Je suis un gilet jaune. J'ai la colère du peuple qui est en moi. Je vois tous ces présidents, ces ministres, l'État... se gaver, ils ne montrent pas l'exemple. C'est toujours nous, les petits, qui payons », expliquant n'être ni d'extrême gauche ni d'extrême droite, simplement « un Français ». Pour le président, aucun doute sur le fait que les gilets jaunes radicalisés étaient « conseillés » par l'étranger. « La communication officielle ou celle de tous les mouvements traditionnels, elle est très peu active, très peu relayée. Les gens qui sont surinvestis sur les réseaux sont les deux extrêmes. Et après, ce sont des gens qui achètent des comptes, qui trollent. C'est « Russia Today », « Spoutnik », etc. Regardez, à partir de décembre, les mouvements sur Internet, ce n'est plus BFM qui est en tête, c'est « Russia Today ». Des propos dédaigneux et conspirationnistes qui ne vont pas aider l'image de Macron à s'améliorer auprès des Français et qui prouvent une fois encore son mépris pour les « gilets jaunes » manipulés et incapables de penser leur mouvement par eux-mêmes. Quant à ses propos sur Dettinger, le racisme qui sous-tend son commentaire ne va pas, là aussi, améliorer sa popularité encore au plus bas. Les Français, qui sont eux encore majoritaires à soutenir les « gilets jaunes » devraient ainsi ne pas apprécier ces nouvelles petites phrases de Macron qui prouvent que le chef d'État français est incapable de se contrôler et de s'exprimer sans mépris ou moquerie.

F. M.

Somalie

Au moins 9 morts dans un attentat sur un marché de Mogadiscio

Au moins neuf personnes ont été tuées hier dans l'explosion d'une voiture piégée sur un marché très fréquenté du sud de la capitale somalienne Mogadiscio, régulièrement ciblée par les islamistes radicaux shebab, a-t-on appris de source policière et auprès de témoins. « L'explosion a eu lieu près du centre commercial Mogadiscio et elle a causé des morts et destruction. Neuf civils ont été confirmés morts et plusieurs autres sont blessés. Certaines de ces victimes ont été tuées dans l'effondrement d'un bâtiment causé par l'explosion », a indiqué un responsable de la police, Ahmed Moalin Ali. « Les terroristes ont garé un véhicule

bourré d'explosifs à proximité du centre commercial pour tuer des innocents », a-t-il ajouté. Le marché visé, Hamarweyne, est situé à proximité des bâtiments de la municipalité de Mogadiscio, selon une autre source policière. L'attentat n'a pas été immédiatement revendiqué, mais les islamistes radicaux shebab, affiliés à Al-Qaïda, ont l'habitude de mener de telles opérations dans la capitale somalienne. « J'ai vu les corps de quatre personnes recouverts des débris du bâtiment effondré et trois autres étendus dehors après avoir été soufflés par l'explosion », a raconté un témoin, Munira Abdulkadir. « Je n'étais pas loin du lieu de l'explosion. Mais j'ai

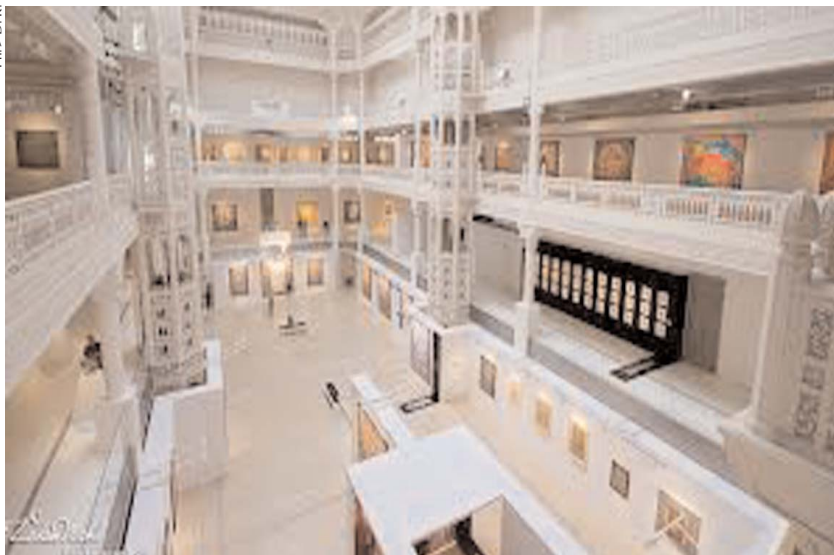
eu de la chance de survivre, plusieurs personnes ont été blessées et certaines criaient avant l'arrivée des ambulances », a-t-il déclaré. Chassés de Mogadiscio en 2011, les shebab ont ensuite perdu l'essentiel de leurs bastions. Mais ils contrôlent toujours de vastes zones rurales d'où ils mènent des opérations de guérilla et des attentats-suicides y compris dans la capitale, contre des objectifs gouvernementaux, sécuritaires ou civils. Ils ont juré la perte du gouvernement somalien, soutenu par la communauté internationale et par les 20 000 hommes de la force de l'Union africaine en Somalie (Amisom).



Musée national d'art moderne et contemporain

Les photos des lauréats du World Press Photo exposées à Alger

■ Plus de 130 clichés des lauréats de l'édition 2018 du prestigieux World Press Photo sont exposés depuis le 23 janvier au Musée national d'art moderne et contemporain d'Alger. Cette exposition itinérante qui a sillonné plusieurs pays du monde, est installée à Alger jusqu'au 14 du mois de février courant, proposant au public de découvrir des images sur l'actualité mondiale.



Par Abila Selles

Le Musée national d'art moderne et contemporain d'Alger (MAMA) abrite depuis le 23 janvier dernier l'exposition itinérante «Le World Press Photo». Il s'agit de plus de 130 clichés des lauréats de l'édition 2018 de ce concours international qui met la lumière sur des faits de l'actualité mondiale. En effet, il s'agit des

œuvres primées des photographes de presse, les photojournalistes et les photographes documentaires professionnels de l'année passée.

Visionnée par plus de 4 millions de personnes dans le monde, cette exposition a atterri dans environ 100 villes de 45 pays. Différents thèmes ont été traités par les participants pour partager avec le monde les moments ainsi que des faits

inadmissibles et touchants. Le racisme, la misère, l'extrémisme et la destruction méthodique de la moindre perspective pacifique sont racontés dans les images exposées. D'ailleurs, ces dernières démontrent jusqu'à quel point la violence et la haine se sont imposées dans les différentes sociétés du monde.

Cette exposition, qui se poursuit jusqu'au 14 février courant, nous fait découvrir le photo-

graphe vénézuélien Ronaldo Schemidt, grand lauréat de l'année 2018, qui capture le moment précis où José Salazar, un jeune manifestant, devient une torche vivante lors de la répression des manifestations anti-Maduro en mai 2017. Le visiteur à cette exposition peut découvrir aussi les trois premiers prix de chaque catégorie concernée par le World Press Photo, à savoir le sport, l'environnement, la nature, les sujets contemporains, l'information générale, les projets à long terme et les protagonistes de l'actualité. Parmi les lauréats, le photographe australien Adam Ferguson (*New York Times*) revient sur le drame de ces centaines de femmes kidnappées par Boko Haram au Nigeria, dont il immortalise quatre adolescentes rescapées qui, malgré l'anonymisation, traduisent toute l'horreur de cette pratique fétiche du groupe islamiste et décrochent le 1^{er} prix du reportage. L'Allemand Jesco Denzel obtient le 1^{er} prix dans la section «Sujets contemporains» pour son cliché saisissant d'un bateau de touristes flamboyant neuf naviguant sur les canaux d'un village de pêcheurs devenu bidonville dont les habitants sont menacés d'expulsion par les autorités nigériennes.

L'Égyptienne Heba Khamis se voit distinguer dans la même

section pour son reportage sur la pratique du repassage des seins, une tradition sévissant au Cameroun où de jeunes filles pré-pubères se font repasser la poitrine par un massage ou l'utilisation d'une ceinture ou d'une pierre d'affûtage afin de retarder la maturité de la victime et «prévenir les viols».

Le Sud-Africain Neil Aldridge séduit le jury «Environnement» par une photo montrant un jeune rhinocéros blanc anesthésié et les yeux bandés attendant sa libération au Botswana après avoir été délocalisé d'Afrique du Sud. **A. S.**

AGEND'ART

Galerie d'arts Le Paon (Riadh El Feth)

Jusqu'au 15 février :
Exposition collective d'arts plastiques «Alwan 2019», avec les artistes Abderrahmane Azougli, Djahida Houader, Slimane Boucetta, Yasmina Sadoun et Abderrahmane Kahlane.

Institut Culturel italien d'Alger (El-Biar, Alger)

Jusqu'au 19 février :
Exposition «Rien de personnel», de l'artiste italien Claudio Burei. L'exposition est ouverte tous les jours sauf le samedi de 10h à 17h, le vendredi de 10h à 13h.

Théâtre national algérien Mahieddine-Bachtarzi (Alger)
Jeu 14 et vendredi 15 février :

Pièce «Nathan le sage» d'après l'œuvre de Gotthold Ephraim Lessing. Mise en scène : Alice et Bertrand Kazmareck. Texte : Bertrand Kazmareck. La pièce sera présentée par la troupe Amitié Interreligieuse de la ville d'Istres (France).

Palais de la culture Moufidi Zakaria

8 février à partir de 19h :
Concert de musique andalouse animé par l'artiste Karim Semmar. L'artiste sera accompagné par l'orchestre de l'association des Beaux-Arts d'Alger sous la direction du chef d'orchestre Abdelhadi Boukoura.

Salle Ibn Khaldoun
7 février :

L'ensemble Safar donnera un concert de musique andalouse à Alger. Le public pourra découvrir ou redécouvrir l'ensemble Safar, collectif de jeunes musiciens passionnés. C'est à travers un personnage appelé «Nedjma» que sera contée sous forme musicale la représentation du groupe. Dirigé d'une main de maître par le maestro Khalil Baba Ahmed, l'ensemble Safar ouvrira la soirée à partir de 20h30.

DGA 2019

Alfonso Cuarón sacré Meilleur réalisateur pour «Roma»

Le réalisateur mexicain Alfonso Cuarón vient d'être sacré Meilleur réalisateur pour le film «Roma», lors de la 71^e cérémonie des Director Guild Awards, qui s'est tenue ce week-end. De bon augure avant les Oscars, le lauréat des DGA étant très souvent récompensé dans la foulée lors de la grand-messe hollywoodienne. Ce fut par exemple le cas en 2017 et 2018 pour Damien Chazelle et Guillermo del Toro, respectivement honorés

pour «La La Land» et «La Forme de l'eau».

Dans le reste du palmarès cinéma, Bo Burnham a obtenu le Prix du Meilleur réalisateur de premier film pour la comédie «Eight Grade», alors que Prix du Meilleur réalisateur de documentaire est quant à lui revenu à Tim Wardle pour «Three Identical Strangers».

Côté séries, Adam McKay a obtenu le Prix du Meilleur réalisateur pour «Succession», alors que Ben Stiller a décroché le Prix du

Meilleur réalisateur de mini-série pour le programme «Showtime Escape at Dannemora». Quant à Bill Hader, il a obtenu le Prix du meilleur réalisateur de comédie pour l'un des épisodes de la série «HBO Barry». A noter enfin que la chaîne FX Networks, à qui l'on doit des programmes tels qu'Atlanta, Pose ou Mayans M.C., s'est vu décerner un prix célébrant la diversité.

François F.

Prévu pour les 14 et 15 février

Redouane Bougheraba s'invite à Alger

Redouane Bougheraba posera ses valises à Alger les jeudi 14 et vendredi 15 février prochains. Avis aux amateurs de stand-up, Redouane Bougheraba sera en Algérie pour la première fois à la mi-février, et plus précisément à Alger. «Redouane s'éparrille», c'est le titre du spectacle de l'humoriste enfant de Marseille qui s'attaque à

tous les sujets. Sa nouvelle vie à Paris, le choc des cultures, mais aussi le quotidien, le tout sous le style stand-up avec beaucoup de rythme et d'enchaînements. Redouane est à découvrir les 14 et 15 février à partir de 19h au Théâtre d'Alger-Centre (ex-casino). Les tickets sont disponibles au Studio Megastore (Hydra). **R. C.**

Concert de jazz

«Voï Voï» prolonge sa tournée algérienne

Le groupe de jazz «Voï Voï» prolonge sa tournée algérienne et donnera deux concerts à Tlemcen et à Constantine les 5 et 10 février prochains.

En plus de deux dates annoncées préalablement à Alger le 7 février et à Annaba le 9 février, le

duo de jazz commencera du côté de l'Ouest, à Tlemcen, puis finira le tour à l'Est, à Constantine.

C'est toujours au niveau des Instituts français des villes en question que Frédéric Jouhannet (violon) et Sébastien

Palis (accordéon/piano) enflammeront le public.

C'est en effet un rythme vivant que propose le groupe, puisqu'il ne se limite pas à un jazz classique mais fusionne celui-ci avec plusieurs genres en laissant beaucoup de place à l'improvisa-

tion. Le concert à Tlemcen débutera à 18h. Contactez l'Institut français directement pour réserver. Celui de Constantine commencera également à 18h et est sous réservation en écrivant à : evenement.constantine@if-algerie.com



Ligue des champions (3^e journée/ Gr: D)
**La JSS arrache le nul
devant l'AS Vita Club à Kinshasa**

LE CLUB ALGÉRIEN, la JS Saoura, a arraché un précieux nul face à son homologue de la RD Congo, l'AS Vita Club sur le score de (2-2), mi-temps (1-2) en match comptant pour la 3^e journée de la phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique de football, (groupe D) disputé samedi au stade des «Martyrs» de Kinshasa. Les buts de la rencontre ont été inscrits par Kasendu Kazadi (14'), Jean-Marc Makusu (37') pour l'AS Vita. Amine Hamia (45' s.pen) et Yahia Chérif (89') pour la JS Saoura. Après cette rencontre,

l'AS Vita rejoint provisoirement Ahly du Caire en tête du «groupe D» avec 4 points pour 3 matches joués, contre 2 matches au club cairote, suivis de Simba de Tanzanie (3 pts - 2 m) alors que la JS Saoura qui a joué 3 matches reste 4^e avec 2 points. L'autre rencontre du groupe D mettra aux prises en soirée à Alexandrie, les Egyptiens d'Al Ahly et les Tanzaniens de Simba FC. Lors de la 4^e journée prévue les 12 et 13 février, la JSS reçoit l'AS Vita Club à Béchar. Les deux premiers se qualifient pour les quarts de finale.

Lutte anti-dopage
**Le laboratoire national
sera bientôt équipé**



LE MINISTÈRE de la Jeunesse et de Sports lancera prochainement l'équipement du laboratoire national de lutte anti-dopage, situé à Alger, a-t-on appris samedi à Tiaret du directeur général des sports au ministère. Mohamed Lamine Bakhti a indiqué à la presse, en marge de la visite de travail du ministre de la Jeunesse et des Sports, Mohamed Hattab, dans la wilaya, que les travaux de réalisation du laboratoire national de lutte contre le dopage ont été

achevés et sera bientôt équipé pour livrer le projet après quatre mois à venir. Ce laboratoire entrera en service après son homologation dans deux ans par l'instance internationale compétente en l'espèce, qui s'assurera s'il répond aux normes internationales, a-t-il fait savoir, soulignant que ce laboratoire implanté au complexe olympique du «5-Juillet» d'Alger relevant de l'Agence nationale de lutte contre le dopage devra réduire les coûts de transfert des échantillons vers le laboratoire compétent de Lausanne (Suisse). M. Bakhti a assuré que le ministère soutient financièrement la commission nationale anti-dopage pour lui permettre d'assumer ses missions et le rôle de sensibilisation du ministère dans ce domaine.

Ligue I Mobilis (20^e journée)
**La JSK en appel
à Bologhine**

■ Le dauphin de l'USMA en Ligue I Mobilis, la JS Kabylie, sera en appel cet après-midi au stade de Bologhine pour donner la réplique à la formation du Paradou AC pour le compte d'un des matchs avancés de la 20^e journée du championnat.

Par Mahfoud M.

Les Canaris qui avaient trébuché et s'étaient fait accrocher à domicile par l'AS Ain M'ilia, souhaitent se reprendre et repartir avec les trois points du succès lors de ce court déplacement. Les poulains de Dumas savent, néanmoins, ce qui les attend et sont conscients de la difficulté de la tâche face à une formation du PAC décidée, elle aussi, à continuer sur sa belle série et ajouter donc d'autres points. Les Jaune et Bleu qui ont rarement perdu à Bologhine souhaitent l'emporter pour se rapprocher du peloton de tête, sachant que leur principal objectif est de prendre une place honorable et assurer leur maintien le plus tôt possible.

Le champion sortant, le CS Constantine, sera en danger lors de cette journée en se rendant à Sidi Bel Abbès où l'Union locale l'attendra de pied ferme, elle qui espère se refaire une santé suite à la mauvaise passe qu'elle traverse. Les gars de la Mekerra n'ont d'autre choix que de l'emporter s'ils souhaitent se reprendre et sortir de cette situation difficile qu'ils traversent. Toutefois, les Constantinois ne l'entendent pas de cette oreille, eux qui ne veulent pas casser leur dynamique et feront tout leur possible pour préserver leur invincibilité même à l'extérieur de



Les Canaris décidés à l'emporter

leurs bases. Les Vert et Noir, faut-il le rappeler, sont revenus avec de nombreux points de leurs déplacements lors de leurs dernières sorties.

L'AS Ain M'ilia, qui avait été lourdement battue par l'Entente de Sétif lors du dernier match en retard qu'elle a disputé, reçoit à home la formation du MC Oran, avec son nouvel-ancien entraîneur, le Français Cavali. Les M'illils feront tout leur possible

pour l'emporter et soigner leur capital-points, même si ce sera difficile face à une bonne équipe oranaise qui souhaite réussir cette sortie.

M. M.

Le programme :
Lundi 4 février :

ASAM-MCO	(15h)
USMBA-CSC	(16h)
PAC-JSK	(17h45)

Ligue 2 Mobilis (20^e journée)

Le NC Magra continue sa belle série

Le leader NC Magra, auteur d'un nul en déplacement contre le MC El Eulma (0-0) samedi soir au stade Messaoud - Zouggar d'El Eulma, en clôture de la 20^e journée du Championnat de Ligue 2 Mobilis de football, porte son avance à deux unités sur ses poursuivants l'ASO Chlef, battue la veille par l'US Biskra (1-0) et le WAT vainqueur de l'USMH (2-0). Le choc de cette journée entre le MC El Eulma et le NC Magra aurait pu connaître une tout autre tournure si l'équipe locale avait réussi à transformer le penalty dont elle avait bénéficié au retour des vestiaires. Un bon résultat en déplacement, qui permet au NCM de consolider sa première place au classement général avec 36 points, alors que le MCEE a laissé filer une excellente occasion de se relancer dans la course à l'accession, car avec ce nul à domicile il reste scotché à la 5^e place, avec seulement 32 unités au compteur. Un peu plus tôt dans l'après-midi, le RC Relizane avait petitement dominé l'ES Mostaganem dans le derby de l'Ouest (1-0). Une réalisation signée du milieu de terrain Foued Allag sur penalty à la cinquième minute de jeu et qui permet au RCR de se hisser au pied du podium, avec 33 points, au moment où l'ESM reste scotché à la 10^e place, avec 27 unités. Vendredi, en

ouverture de cette 20^e journée, c'est le WA Tlemcen qui avait réussi la meilleure affaire, en se hissant à la 2^e place du classement général après sa victoire contre l'USM El Harrach (2-0). Dans le bas du tableau, le RC Kouba (avant-dernier) a complètement raté le coche, en se faisant épingle à domicile par la JSM Béjaïa (1-2) alors que ses principaux concurrents pour le maintien avaient tous perdu. Certes, les Koubéens avaient relativement bien réagi après l'ouverture du score précoce de Baïtche (2), en égalisant dès le retour des vestiaires par Ouahada (46'). Mais la suite a été nettement moins bonne, puisque outre les nombreux ratages, ils ont concédé un deuxième but devant Ghanem, qui avait transformé un penalty à la 80'. De son côté, le club de Yemma Gouraya peut se targuer d'avoir ramené un précieux succès de son déplacement au stade Mohamed- Benhaddad, car il lui permet de porter son capital-points à 30 unités. Ce qui le rapproche considérablement du peloton de tête, alors que le RCK reste scotché à la 15^e position, avec seulement 16 unités au compteur. Une déception pour les Algérois, surtout qu'avec le revers de leurs principaux concurrents pour le maintien, l'occasion était plus que propice

pour se donner une petite bouffée d'oxygène avant la dernière ligne droite. En effet, outre l'USM El Harrach (premier non relégable), tous les candidats au maintien ont trébuché vendredi, à commencer par le MC Saïda (12') et l'ASM Oran (14'), puisque les premiers cités ont perdu (1-0) chez l'USM Annaba, alors que les Asémistes ont concédé un nul à domicile face à la JSM Skikda (2-2). C'est Sobhi qui avait offert cette courte mais précieuse victoire aux Annabis (70'), alors que l'ASMO a sauvé les meubles par deux fois contre la JSMS. Ce sont en effet les Skikdis qui ont mené au score, grâce à Khennab, sur penalty à la 26', puis par Nasser (48'), mais à chaque fois, les gars de M'Dina J'Dida ont réussi à égaliser. D'abord par Khalfallah (40'), puis par Boutiche, sur penalty à la 68'. Un résultat qui arrange beaucoup plus les affaires

des visiteurs, qui consolident leur onzième position par un 26^e point, alors que les Asémistes restent premiers relégables, avec seulement 17 unités au compteur. Autre bonne opération réussie vendredi, celle de l'Amel Boussaâda, vainqueur de la lanterne-rouge USM Blida (1-0), grâce à une réalisation de Baâli (44'), et qui permet au club des Hauts-Plateaux de se maintenir confortablement dans le milieu du tableau, avec 28 points.

Résultats et classement :

ASMO- JSMS	2-2
RCK -JSMB	1-2
ABS -USMB	1-0
WAT- USMH	2-0
USM An-MCS	1-0
USB- ASO	1-0
RCR- ESM	1-0
MCEE - NCM	0-0

	Pts	J
1). NC Magra	36	20
2). ASO Chlef	34	20
-). WA Tlemcen	34	20
4). RC Relizane	33	20
5). MC El Eulma	32	20
6). US Biskra	31	20
7). JSM Béjaïa	30	20
-). USM Annaba	30	20
9). Amel Boussaâda	28	20
10). ES Mostaganem	27	20
11). JSM Skikda	26	20
12). MC Saïda	22	20
13). USM Harrach	20	20
14). ASM Oran	17	20
15). RC Kouba	16	20
16). USM Blida	10	20

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Ancien ministre délégué à la Défense nationale

Décès de Abdelmalek Guenaïzia

L'ANCIEN ministre délégué auprès du ministère de la Défense nationale, le général m a j o r Abdelmalek Guenaïzia, est décédé lundi à l'âge de 83 ans, a-t-on appris auprès de ses proches.

Né le 20 novembre 1936 à Souk Ahras, le défunt a été désigné, en 2005, ministre délégué auprès du ministère de la Défense nationale jusqu'en 2013. Le défunt avait rejoint l'Armée de libération nationale (ALN) en avril 1958 à l'âge de 22 ans où il a servi comme officier instructeur, puis comme commandant d'unités de combat.

Après l'indépendance, le défunt a occupé, après un cycle de formation effectué en URSS et en France, plusieurs fonctions, notamment celles de commandant de brigade blindée, directeur central de la logistique puis du matériel et des fabrications militaires au sein du MDN. Abdelmalek Guenaïzia a été promu au grade de général en 1984 avant d'être désigné, en 1985, commandant des forces aériennes, une fonction qu'il a



cumulée à partir de 1987 avec celle d'adjoint au chef d'état-major de l'ANP. Nommé en 1990 chef d'état-major de l'ANP, il a été promu, en 1991, au grade de général-major.

Guenaïzia a également occupé le poste d'ambassadeur d'Algérie en Suisse. Il a été décoré de la médaille de l'Armée de libération nationale, de la médaille de l'Armée nationale populaire, ainsi que de l'Ordre du mérite national «El Athir».

Le défunt qui a participé à la guerre israélo-arabe de 1973 en tant que commandant d'une brigade blindée, a été décoré par le président égyptien Mohamed Anouar Sadat.

(APS)

13^e édition du SIEL

Plus de 90 exposants au rendez-vous

LA 13^e ÉDITION du Salon international des équipements et services pour l'hôtellerie (SIEL) qu'abrite le Palais des expositions (Pins maritimes) d'Alger jusqu'à mardi, est rehaussée par la participation de 97 exposants algériens et étrangers venus pour faire connaître l'essentiel des produits et équipements diversifiés propres à l'ameublement et à la décoration des hôtels et de l'environnement. Dans ce cadre, les organisateurs de ce salon ont affirmé que cette manifestation, devenue désormais une tradition annuelle, «s'emploie à la vulgarisation des nouveautés et évolutions survenant dans les domaines d'hôtellerie et de la restauration au niveau national». Ce rendez-vous annuel qui connaît la participation de plusieurs pays, tels que la Tunisie, la Chine, la France, la Turquie, l'Espagne, l'Italie et de l'Allemagne, se veut «une occasion de prise de contact entre les opérateurs algériens et leurs homologues étrangers, en vue d'échanger les expertises en matière d'amélioration des ser-

vices d'équipement, ameublement et de décoration des hôtels et grands restaurants, ainsi qu'en matière d'entretien, nettoyage, aménagements des espaces verts, entretien des ascenseurs et de création des moyens de détente et de remise en forme». Ce salon a, pour objectifs, entre autres, «la consolidation de l'investissement à travers l'établissement de relations de partenariat et de coopération entre les investisseurs algériens et étrangers, en vue de tirer profit de leurs expériences, pour développer et moderniser les équipements des établissements hôteliers et d'appuyer l'insertion professionnelle, tout en mettant en lumière les efforts consentis par les établissements publics en matière de formation des jeunes dans les différentes spécialités en lien avec le tourisme, notamment, la restauration et l'hôtellerie, afin de fournir des prestations qui répondent aux exigences des clients». Le Salon œuvre à l'accompagnement de l'évolution survenant dans le domaine de l'hôtellerie, la restauration et l'hébergement,

d'autant plus que l'investissement dans le tourisme est en croissance et expansion chaque année, ce qui exige la mise en place de tous les équipements et moyens modernes, en vue d'ameubler ces nouveaux établissements de tourisme, conformément aux normes internationales en vigueur. Cette manifestation se veut également une opportunité en vue de faire connaître la destination Algérie sur les marchés internationaux, en tant que destination par excellence, et vulgariser le produit national, notamment, artisanal, son utilisation dans la décoration des hôtels afin de préserver le legs national et remédier au déficit, particulièrement dans le domaine des prestations. Le salon attire annuellement des milliers de visiteurs, entre autres, des spécialistes et professionnels intervenant dans les activités de tourisme, ainsi que ceux à en quête de possibilités de nouer de nouveaux partenariats», ont précisé les organisateurs de cette manifestation.

(APS)

Mise en circulation de nouvelles coupures de billets de banque



Louis

Djalou@hotmail.com

Barbacha/Béjaïa

Les transporteurs en grève depuis plusieurs jours

■ Les transporteurs de voyageurs, assurant les deux lignes (Feraoun Amizour et Barbacha-Amizour, Kendira-Barbacha) sont en grève depuis plus de cinq jours.

Par Hocine Cherfa

Il proteste contre le refus catégorique du maire d'Amizour d'autoriser les

transporteurs «transitaires» à marquer des arrêts au niveau de la gare routière de la ville. Selon leurs représentants, qui agissent sous la houlette de leur syndicat (UGCAA), «les deux arrêts autorisés par le maire lieu-dit Pâtisserie et la RN75 sont très exigus et ne répondent aucunement aux normes exigées». Ils sont également très éloignés et n'arrangent pas les voyageurs qui refusent de monter dans les bus assurant les lignes en question.

«L'emplacement de ces arrêts ne convient pas aux voyageurs qui vivent un véritable calvaire pour s'y rendre ou pour rallier la ville d'Amizour en temps de pluie ou de chaleur», selon un transporteur. Les transporteurs transitaires exigent des autorités municipales le retour aux anciens arrêts ou du moins la désignation des arrêts poches de la ville et de la gare routière.

Notons que ces derniers observent une grève avec leurs véhicules au lieu-dit Boufetloun, sur le RN75 en attendant une réponse à leurs revendications.

Une réunion devait réunir hier après-midi les parties concernées notamment, les représentants des transporteurs, le chef de daïra, les autorités municipales dont le

maire et aussi les représentants de la direction des transports afin de trouver une solution qui puisse satisfaire tout le monde. Pour rappel, l'APC d'Amizour avait justifié le changement des arrêts par «la réorganisation du plan de transport et la suppression des arrêts gênants la circulation automobile et créant des bouchons».

Notons que le café Littéraire de Béjaïa (CLB) a appelé hier dans un communiqué à la tenue d'un rassemblement devant la bibliothèque principale samedi prochain afin de dénoncer les atteintes graves aux droits et libertés, le verrouillage des espaces d'expression culturelle et artistique, la politisation des initiatives culturelles engagée par les pouvoirs publics».

Le CLB compte exiger «l'ouverture des établissements culturels aux associations, artistes, écrivains, scientifiques... sans restriction d'aucune sorte, ouverture de toutes les bibliothèques de Bejaïa 7 jours/7 et 24h/24, une programmation culturelle régulière et de qualité, le maintien du projet initial de création d'une école des beaux-arts rattachée à l'École supérieure des Beaux-arts d'Alger».

H. C.